

Lutte de classe

L'abstention est « vainqueur par KO » !
La « spirale abstentionniste » ou le syndrome de la lutte de classe.

Le 15 mars 2010

Les résultats des élections d'hier marquent la victoire des conditions objectives sur tous les discours qui avaient tous pour fonction de faire croire que par un bulletin de vote il serait possible de s'opposer aux conséquences de la crise du capitalisme, la majorité des électeurs n'y ont pas cru et ils ont eu raison.

Sans être sur le terrain, d'ici, à 10.000 kms du petit hexagone qui se prend pour le nombril du monde, j'avais senti le vent de la révolte soufflée et en bon opportuniste que je suis, j'avais appelé à rejoindre le camp de ceux qui rejettent à la fois la politique réactionnaire de l'UMP et ses alliés, les partis institutionnels qui les soutiennent chacun à leur manière, et enfin les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

A l'heure où j'écris ces lignes je n'ai pas les résultats détaillés définitifs, donc on se contentera des chiffres approximatifs que j'ai pu trouver sur Internet.

L'abstention aurait atteint 53% environ, dans certains bureaux de vote, elle a dépassé 65%. Il faudra y ajouter les votes blancs et nuls, sans oublier les 10% en âge de voter mais qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, des jeunes en majorité.

Parole d'internaute.

« Je ne vois pas pourquoi des partis politiques pavoisent ce soir. C'est un désaveu cinglant de la politique. Je m'explique : Plus d'un électeur sur deux n'a pas voté (52 pour cent). Si l'on rajoute à ça 10 pour cent de Français non-inscrit sur les listes électorales, on arrive au score faramineux pour une démocratie de 62 pour cent de Français majeurs qui n'ont pas voté. Plus de 6 Français sur 10. Le corps électoral de notre pays est en faillite... »

C'est la faillite de la Ve République et de tous les partis ou dirigeants qui y ont participé depuis 1958.

La solution politique à la crise du capitalisme ne passe pas par les urnes, c'est la conviction affichée par la majorité de la population constituée par le prolétariat, le premier tour des élections régionales est donc bien la défaite de tous les partis inféodés à la Ve République, UMP et ses alliés, Modem, PS, Europe écologie et Front de gauche réunis, et indirectement du NPA et de LO qui vont s'empresse d'appeler à « *battre la droite* » au second tour dimanche prochain.

Avec 53% d'abstention, les précédents records de 2004 qui était de 39,16% et de 1998 (à un tour) qui avait atteint 42,3% ont été pulvérisés. Les commentateurs à la solde du régime se rassurent en notant que cette abstention est encore loin de celle enregistrée lors des européennes de juin 2009, 59,37%.

Avant d'en arriver aux résultats des différentes formations politiques ou coalitions qui participaient à cette élection, on peut affirmer que tous ces partis n'ont aucune légitimité à conduire la politique du pays.

Sur la base d'une abstention de 53%, avec environ 27% des voix, l'UMP et sa coalition représente 12,69% des électeurs, le PS avec environ 30% des voix représente 14,1% des électeurs, Europe écologie avec 13% des voix représente 6,11% des électeurs, le FN que les uns et les autres se sont empressé de brandir comme une menace ne représente qu'un peu plus de 5% des électeurs, le Front de gauche avec un peu plus de 6% ne représente que 2,82% des électeurs, le Modem un tiers de moins, le NPA avec entre 2 et 2,5% des voix trois fois moins, et LO 5 à 6 fois moins, autant dire pas grand chose.

L'UMP et ses alliés se retrouvent à peu près au même pourcentage que lors des européennes en tenant compte de l'abstention et des votes blancs ou nuls, ce qui signifie que plus qu'une tendance, il a été

confirmé hier que l'espoir suscité par l'épileptique du Palais en 2007 auprès d'une partie de la population désespérée ou désemparée (essentiellement la petite-bourgeoisie et les retraités) de voir tout foutre le camp, a fait long feu.

Si lors des élections européennes le parti de l'ordre avait négligé le taux d'abstention pour pouvoir célébrer sa « victoire », hier il s'en est saisi pour tenter de minimiser sa cuisante défaite, mais pas n'importe comment, à l'Elysée ils ont été jusqu'à expliquer que pour obtenir un meilleur score il faudra dans l'avenir modifier le mode de scrutin, je cite un extrait d'un article de presse : Le fort taux d'abstention du premier tour des élections régionales, où plus d'un électeur sur deux ne s'est pas rendu aux urnes, « démontre la nécessité de réformer le mode de scrutin », autrement dit tailler sur mesure un mode de scrutin qui favorisera les listes de l'UMP quelle que soit la situation économique ou sociale, comme s'il voulait à tout prix se maintenir au pouvoir ; on retrouve là la tentation de la dictature et le refus de céder le pouvoir, même pas en faveur du prolétariat notez bien, alors imaginez ce qu'il en serait si celui-ci venait à frapper à la porte pour dire : maintenant c'est à notre tour de décider notre avenir...

Fillon s'est empressé de relativiser le taux d'abstention et le résultat des listes de l'UMP : « Plus d'un Français sur deux n'est pas allé voter. La faible participation ne permet pas de tirer un enseignement national de ce scrutin », comme s'il ne s'agissait pas d'un rejet massif de la politique antisociale du gouvernement, pour mieux réaffirmer dans la foulée la nécessité de la contre-réforme territoriale : « Plus que jamais, la réforme et la simplification de notre organisation territoriale, que nous voulons avec le Président de la République, sont nécessaires », indiquant par là que le gouvernement n'a pas l'intention de réviser sa copie ou de reculer, pourquoi le ferait-il puisqu'il est assuré de pouvoir compter sur le soutien du PS et d'Europe écologie qui sont favorables à la régionalisation impulsée par l'Union européenne, pour ne pas dire qu'ils en sont les plus farouches adeptes... avec l'UMP.

La crise ouverte au sein de l'UMP, dont la prise en main par Sarkozy avait manifesté un nouveau développement, ne risque pas de se terminer demain avec la défaite qu'il a subi hier, et il n'est pas sûr que tous les dirigeants de l'UMP partageront l'analyse rassurante de Fillon. Ainsi pour Laurent Wauquiez l'abstention est « vainqueur par KO », pour l'ex-ministre du Logement, Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, allié de l'UMP, elle a souhaité un retour « aux valeurs de la droite décomplexée développées par Sarkozy » lors de la campagne présidentielle, valeurs communes au FN, en disant que « Ce vote n'est pas un vote sanction, puisque les électeurs ne sont pas venus. C'est en revanche un vote d'alerte pour la majorité présidentielle », majorité qui n'existait déjà plus officiellement depuis les élections européennes, majorité introuvable dans le pays dès le lendemain de l'élection de Sarkozy et la mise en oeuvre au pas de charge de son programme de démolition sociale.

Avant de poursuivre on pourrait voir ce qu'en pensent les politologues attirés du régime.

Pour Jean-Daniel Lévy (CSA), l'abstention touche particulièrement l'électorat de droite. « La façon de Nicolas Sarkozy de conduire l'action politique ne correspond pas à l'idée que s'en fait son électorat. Vrai et faux, que bling-bling ne fasse plus recette, c'est une évidence, par contre, il est faux d'affirmer que l'abstention concernerait davantage la droite que la « gauche », car chacun sait que c'est en majorité la classe ouvrière et sa jeunesse qui n'ont pas été votées hier, de plus, Lévy qui ne pouvait pas totalement camoufler dans quel camp il se situait, voudrait nous faire croire que l'électorat serait traditionnellement acquis à la droite, alors que c'est seulement par ignorance ou confusion et au terme d'un matraquage médiatique quotidien, qu'il identifie ses intérêts au parti de la classe dominante censée incarner l'intérêt général qui se réduit en réalité aux intérêts de la classe des capitalistes. Il a simplement oublié que c'est le développement de la crise du capitalisme et de la lutte de classe qui décident à l'arrivée du résultat des élections, et qu'en fonction de l'évolution de ces deux facteurs, les électeurs décidaient de voter pour le parti de l'ordre ou pour les partis qui semblaient s'y opposer ou de ne pas voter du tout.

Frédéric Dabi de l'institut Ifop, estime que ces chiffres confirment que « nous sommes dans une spirale abstentionniste » pour les régionales, pas seulement en apparence. A la « spirale abstentionniste » j'ajouterai la spirale des mouvements sociaux, des grèves et des manifestations dans tout le pays qui ont tendance à se multiplier, c'est bien cette dynamique dont aucun ne fera état qui doit les inquiéter au plus haut point.

Bruno Jeanbart (Opinionway) avait relevé un « désenchantement » des électeurs: « sentiment d'une certaine inutilité du vote qui ne change pas grand-chose », « difficulté à identifier les enjeux ». « Le président de région est moins perçu comme un politique que comme un administratif ». Un euphémisme suivi d'une vérité : j'ai entendu Aubry expliquer hier soir que les régions défendaient l'école, le droit à la santé, au

logement, au travail, etc., on se demande alors comment est-il possible qu'il y ait en France autant de chômeurs, autant de Sdf ou de mal logés, autant de pauvres, à croire que les présidents de régions PS ont mis la main à la pâte.

Effectivement, les choses sérieuses se passent ailleurs, à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, qui concoctent et votent des lois antisociales que les institutions subalternes de l'Etat ont en charge d'appliquer ou de faire respecter et qu'elles ne sont pas en mesure de modifier, le nerf de la guerre demeurant l'argent, on ne peut pas ignorer que c'est l'Etat, le gouvernement qui alloue un budget de crise à chaque région... On nous rétorquera que les régions peuvent dans certains cas contourner certaines mesures prises par le gouvernement, certes, encore faut-il ajouter que c'est le cas uniquement sous la pression de la lutte de classe du prolétariat et de ses militants, et que le reste du temps les régions appliquent à la lettre la politique décidée par le gouvernement ou l'Union européenne qu'elles soient dirigées par l'UMP ou le PS et ses alliés.

Pour Brice Teinturier de la Sofres, il est urgent de ne pas tirer un bilan national de ce premier tour dont les résultats sont défavorables à Sarkozy, et pour se faire rien de mieux que d'affirmer gratuitement que cette élection n'avait aucun enjeu : « *C'est l'absence d'enjeu fort et clair dans cette élection qui a pour conséquence de tirer le débat vers le bas et de le ramener à des questions de personnes* ». Que le « *débat* » se soit situé au ras du caniveau ou plus bas encore, c'est à mettre au compte des partis qui participaient à ces élections et qui préféraient parler d'autres choses que des conséquences de la crise du capitalisme sur la population.

La stratégie unitaire de la droite « *n'a donc pas été payante* » se désespère ce sarkosyste, y en avait-il une de gagnante à l'heure de la plus formidable crise du capitalisme ? Apparemment non.

Voyons du côté de ceux qui profitent de la crise du capitalisme pour engranger, voire cumuler postes et prébendes sur le dos du prolétariat.

Martine Aubry, a souligné que « *les Français ont envoyé un message clair et fort* ». « *Ils ont aujourd'hui exprimé leur refus d'une France divisée, angoissée et affaiblie et leur souhait d'une France plus juste et plus forte* ». Tu parles, la vraie division elle existe entre, d'une part le prolétariat et une partie de plus en plus importante de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation qui ont refusé de cautionner des partis qui ne représentent pas leurs intérêts mais ceux des banquiers et des nantis, et d'autre part, ceux qui s'accrochent encore à l'illusion que leur sort pourrait s'améliorer par miracle en votant pour un des partis qui a déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes, ou alors par dépit en s'accrochant au dernier espoir qu'il leur reste comme on s'accroche à une planche pourrie en cas de naufrage sans se poser la question de savoir si elle permettra de nous sauver de la noyade.

C'est bien sur le registre des illusions que le PS compte se refaire une santé, elle a déclaré « *pour faire gagner l'espoir, nous vous attendons dimanche prochain* », alors qu'il n'y a rien à espérer d'un parti qui participe au gouvernement avec l'UMP, les électeurs le savent bien.

La palme de l'opportunisme revient à la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, qui a affirmé que ce scrutin est le signe que « *l'écologie politique commence à être crédible* », alors que les candidats de son parti n'ont recueilli qu'un peu plus de 6% des voix en tenant compte de l'abstention.

Jean-Luc Mélenchon a estimé sur TF1 que l'abstention forte s'apparentait à « *de l'insurrection civique de gens qui disent : « y'en a ras le bol » et ça s'adresse à tout le monde* » et a affirmé que son parti participerait au « *rassemblement de la gauche* » au second tour. Mélenchon rentre au bercail, là où est sa place !

La meilleure, c'est qu'il a donné un conseil au secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, présent sur le même plateau : « *Vous avez pris une raclée (...) et ça devrait vous faire réfléchir* », à croire que ce serait possible, Mélenchon s'est ainsi trahi tout seul, c'est comme s'il avait dit à Bertrand : changez de stratégie politique ou adoucissez votre politique, prenez-vous en autrement, et vous verrez que vous obtiendrez de meilleurs résultats aux prochaines élections. Dans quel camp il est au juste Mélenchon ?

Pour Christian Picquet, porte-parole de Gauche unitaire, une des composantes du Front de gauche, « *L'heure est maintenant au rassemblement de toute la gauche pour amplifier encore la poussée à gauche et infliger la plus lourde défaite possible à Nicolas Sarkozy, à ses ministres et ses candidats* », et les régions continueront d'être gérés comme avant par le PS et ses alliés, pendant que les travailleurs continueront de se faire matraquer par le gouvernement et les partis qui gèrent main dans la main les régions pour le compte des capitalistes.

Pour Pierre Laurent du PCF, l'urgence est de sauver les meubles d'un parti qui n'en finit pas de se décomposer : « *Dès ce soir, le PCF appelle à la fusion de toutes les listes de gauche à l'exclusion de toute alliance qui brouillerait cette volonté d'opposition résolue à toute la droite.* », sans que l'alliance avec des partis qui soutiennent le « *plan de relance* » de Sarkozy en faveur des banquiers ou des industrielle, l'Union européenne, ne le gêne le moins du monde, il en va de la survie du PCF, on comprend. Martine Billard, député et porte-parole du PG s'est exprimée dans le même sens.

On finit par le NPA, Besancenot a reconnu « *un score décevant, même si certaines listes semblent obtenir un score encourageant* », il a relevé en outre le fort taux d'abstention qui, a-t-il dit sur TF1, traduit « *un malaise politique profond* ». Cela lui écorcherait la bouche de préciser que s'est manifesté un rejet des institutions de la Ve République lors de cette élection, du capitalisme.

« *C'est pas tous pourris, c'est j'envoie un bras d'honneur à tout le monde parce que les élections ça change plus la vie quotidienne et d'un certain point de vue ce n'est pas faux* », a-t-il déclaré. Non, que en voilà une découverte, parce qu'avant au moins cela pouvait vous changer la vie une élection, ah bon, on ne s'en était jamais rendu compte ! Encore un plaidoyer masqué en faveur de la Ve République.

J'avais émis l'hypothèse dans une causerie qu'il faudrait dorénavant boycotter toutes les élections, sauf exception bien entendu, parce que la crise du capitalisme ne permettait plus d'utiliser les institutions comme une tribune pour défendre les intérêts du prolétariat et une tribune seulement, constatant qu'elles étaient de plus en plus soumises à la volonté du bonaparte qui siège au Palais, et que la dérive autoritaire du régime transformait un peu plus chaque jour chaque institution en un rouage implacable de la politique dictée par le gouvernement (et l'Union européenne), que dans ces conditions y participer revenait à les légitimer et légitimer la politique qu'elles mettaient en oeuvre contre le prolétariat.

C'était osé de ma part de formuler une telle hypothèse et je me suis dit que j'allais encore me faire traiter de gauchiste. Or j'ai l'impression que cette hypothèse était fondée et sort renforcée ou devient légitime après cette élection. Il semblerait qu'aucun intervenant ne se soit avisé à expliquer que l'abstention n'était pas seulement un rejet de la politique de Sarkozy, et que le vote en faveur du PS et d'Europe écologie n'était qu'un vote contre l'UMP et ses alliés, au lieu d'exprimer un accord quelconque avec le programme de ces partis bourgeois. Si plusieurs intervenants de l'UMP se sont aventurés sur ce terrain glissant, ils n'ont pas osé aller jusqu'au bout de leur analyse, car appeler les électeurs à se pencher sur le programme du PS pouvait se retourner comme eux si les électeurs avaient la mauvaise idée de regarder de plus près celui de l'UMP ainsi que son bilan catastrophique à la tête de l'Etat depuis un peu plus de, combien d'année déjà, depuis 1995, quinze ans de régression sociale continue en comptant la cohabitation de Chirac avec Jospin de 1997 à 2002, de quoi ne pas insister, on comprend.

Bien entendu, le NPA, qui est aussi indépendant du PS qu'il peut l'être des appareils syndicaux ou de l'Etat, appelle dans un communiqué les électeurs « *à infliger la défaite la plus importante possible aux listes soutenues par Sarkozy et l'UMP* » et a souhaité « *un troisième tour social* », dès la journée de manifestation du 23 mars... qui a pour fonction de soutenir la contre-réforme des retraites souhaités par Sarkozy. Décidemment, il a tout compris celui-là !

« *Sanctionner la droite est une nécessité absolue, même si nous pensons que les futures majorités de gauche ne seront pas plus un rempart contre la politique de Sarkozy qu'elles ne l'étaient ces dernières années* », ajoute le NPA. Alors, à part servir la soupe au PS et ses alliés pour lequel le capitalisme est l'horizon indépassable, à quoi servira-t-il d'aller voter pour leurs listes le 21 mars ?

Pour expliquer l'échec du NPA, Besancenot a dit « *Nous, on revendique notre indépendance vis-à-vis des partis institutionnels, ça a un coût, on paie le prix fort* », ils sont riches au NPA, car une campagne électorale a un coût, non ? Ce sont les travailleurs qui casquent, qu'est-ce que cela peut bien faire, même si finalement ils s'abstiennent en masse ? Vous avez dit opportuniste ? Mais non, mais non.

« *C'est notre responsabilité, parce qu'on n'a pas été capable de contrebalancer ça par une mobilisation dans les milieux dans lesquels on évolue au quotidien (...) c'est-à-dire les jeunes, les travailleurs et les habitants des quartiers populaires, c'est-à-dire tous ceux qui potentiellement étaient le plus susceptibles d'être touchés par cette abstention* », a-t-il ajouté.

L'abstention était vraiment leur malédiction à tous.

Le NPA est un parti qui est incapable de tirer la moindre leçon des expériences passés, ce qui était déjà valable à l'époque de la LCR, Besancenot est incapable de saisir l'état d'esprit des travailleurs, il le dit lui-même, le pire, c'est qu'on se demande s'il s'en rend compte, franchement je n'en suis pas du tout convaincu, il doit faire partie de ces gens qui s'écoutent parler et qui prennent leurs désirs pour la réalité, jusqu'au moment où elle les rattrape, et là c'est plutôt cruel pour eux.

Au fait, tous ces gens de « *gauche* » toujours prompts à se réunir quand il s'agit de passer à la caisse, quand est-ce qu'ils vont se décider à se rassembler pour appeler le prolétariat à la mobilisation générale contre les licenciements, pour défendre notre droit à la retraite ? Ils ont manifestement mieux à faire, ces derniers mois leur attention était axée sur ces élections, et à partir du 21 mars au soir, elle sera captée par la préparation des présidentielles de 2012.

Pour les travailleurs et jeunes qui se sont massivement abstenus hier les choses sont plus simples et plus terre à terre, leur survie et leur avenir se joue quotidiennement et non dans deux ans, c'est donc dès maintenant qu'ils doivent s'organiser dans la perspective d'abattre un régime minoritaire, de chasser un président désavoué et illégitime, d'en finir avec des institutions qui ne peuvent pas représenter leurs intérêts.

Le vrai gagnant à ces élections, c'est le seul parti qui a refusé d'y participer, le POI, il fallait quand même le dire.

(source : AP, Reuters, Libération.fr, lemonde.fr, leexpress.fr et 20minutes.fr 14.03)